

Contre le projet de loi de destruction de la fonction publique Pour la revalorisation de nos missions et de nos rémunérations

**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS
CE JEUDI 9 MAI 2019**

Le projet de loi de « transformation de la Fonction publique » a été présenté au conseil des ministres le mercredi 17 avril 2019. Conformément aux engagements de campagne du candidat Emmanuel Macron et en cohérence avec les conclusions du projet CAP 2022, il propose de mettre en place les outils pour, d'une part, **manager les agents publics selon les dogmes de l'Etat-Entreprise** et du "New public management" (NPM) et, d'autre part, **supprimer 120000 emplois de fonctionnaires**.

Alors que s'ouvre le procès des anciens dirigeants de France Télécom, poursuivis pour harcèlement moral au travail ou complicité, ce projet de loi pourrait étendre ces pratiques à l'ensemble de la fonction publique. En effet, les dispositions prévues auront pour effet de :

- **fragiliser les statuts** des fonctionnaires ;
- **augmenter l'individualisation des salaires** à travers à la fois des primes et le recours systématique à la négociation ;
- **précariser les personnels** (CDD, contrat sur projet pouvant aller jusqu'à 6 ans non renouvelable) ;
- **évaluer quantitativement et individuellement** les personnels afin de justifier les inégalités et la concentration des moyens sur une minorité ;
- **réduire les instances de représentation des personnels** à travers la fusion des CT et des CHSCT à l'image des "ordonnances Travail" du début du quinquennat ;
- **vider les instances paritaires** (CAPA, CAPN, CNU) **de leurs prérogatives** (promotions, mutations, ...) en les réduisant à des instances de recours ;
- **faciliter le passage du privé, au public et du public au privé** (rétropanoufflage) au risque de voir se développer les conflits d'intérêt et de perdre la défense de l'intérêt général ;
- **faciliter l'externalisation des services et imposer le détachement** des fonctionnaires dans l'entreprise privée ;
- **introduire un mécanisme de rupture conventionnelle** pour faciliter le départ des fonctionnaires !

Ce projet de loi est **une attaque sans précédent de nos statuts et de nos valeurs**. Il est d'une extrême gravité pour les fonctionnaires mais aussi pour l'ensemble de la population car nous sommes toutes et tous des usagers de l'hôpital, des écoles, des équipements sportifs et culturels, des transports, de l'eau et de l'énergie, de la justice, ... **Ne laissons pas une logique budgétaire réduire les services publics et précariser nos emplois** : infirmier-es, chercheur-es, enseignant-es-chercheur-es, enseignant-es, pompiers, policier-es, juges, éducateurs et éducatrices, ...

Le jeudi 9 mai et au-delà, combattons ce projet de loi ! Toutes et tous en grève et dans les manifestations pour défendre nos valeurs et exiger une revalorisation de nos missions et de nos rémunérations ■



<https://www.snesup.fr/adhesion>